



**FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE**

**Burundi**

**Irruption de l'épidémie de choléra, la REGIDESO mise en cause**

Rapport sur la gouvernance et les droits  
économiques et sociaux au Burundi

**décembre 2022**

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	i
0. INTRODUCTION .....	1
I. CRISE PERSISTANTE DU CARBURANT ET SES CONSEQUENCES SUR LE COUT DU TRANSPORT ET LA HAUSSE DES PRIX SUR LES MARCHES .....	2
II. FLAMBEE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE BASE ET SPECULATIONS AUTOUR DES PRODUITS BRARUDI .....	4
III. DES CONTRIBUTIONS FORCEES RECURRENTES QUI CACHENT MAL LES VICES DE CORRUPTION ET DE DETOURNEMENT DES FONDS PUBLICS .....	6
III.1. Des contributions forcées pour la construction du stade « Intwari », en Mairie de Bujumbura.....	6
III.2. Des jeunes Imbonerakure collectent des fonds soi-disant pour assister les vulnérables membres de leur parti CNDD-FDD .....	8
IV. NOUVELLE EXIGENCE DE PAIEMENT DES AVANCES POUR L’OBTENTION DES ENGRAIS CHIMIQUES FOMI .....	8
V. DES CONTRADICTIONS DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D’HARMONISATION DES SALAIRES AU PROFIT DES MILITAIRES ET POLICIERS .....	9
VI. SANTE PUBLIQUE : IRRUPTION DE L’EPIDEMIE DE CHOLERA EN MAIRIE DE BUJUMBURA ET EN PROVINCE CIBITOKÉ .....	10
VII. EDUCATION NATIONALE : DE LA MAUVAISE GESTION DE L’ECOLE A LA PROBLEMATIQUE DE PASSATION DES EXAMENS DE FIN DE TRIMESTRE .....	11
VII.1. Des irrégularités observées dans la gestion de l’école en province scolaire de Muyinga. .....	11
VII.2. Des enseignants grognent contre le système de passation d’examens en réseaux .....	13
VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS .....	14

## 0. INTRODUCTION

La crise des droits économiques et sociaux ne cesse de s'accroître au Burundi. Depuis un certain temps, elle est aggravée par la crise de carburant et ses conséquences sur le coût de la vie. Le pays connaît la plus grave inflation de son histoire. La population burundaise regrette de n'avoir pas célébré les fêtes de fin d'année suite à cette vie chère et à la pauvreté qui la frappe.

Le rapport du mois de décembre 2022 aborde ces sujets dans ses deux premiers chapitres. Au troisième chapitre, nous revenons sur le phénomène de demandes récurrentes de contributions forcées qui cachent mal les vices de corruption et de détournements des fonds.

Au quatrième chapitre nous dénonçons la nouvelle exigence de pré-paiements dans la vente des engrais chimiques FOMI par le ministère de tutelle, alors que l'expérience prouve à maintes reprises que cette société publique n'a pas les capacités suffisantes pour satisfaire à la forte demande nationale de ce produit

Le rapport relève dans son chapitre cinq les contradictions des discours politiques en rapport avec la mise en œuvre de la politique d'harmonisation des salaires en faveur des militaires et des policiers. Nous abordons à la fin du rapport les défis relatifs à la santé publique et à l'éducation nationale. La carence d'eau potable et les irrégularités dans la gestion de l'école sont les principaux problèmes identifiés pendant cette période.

## **I. CRISE PERSISTANTE DU CARBURANT ET SES CONSEQUENCES SUR LE COUT DU TRANSPORT ET LA HAUSSE DES PRIX SUR LES MARCHES**

La crise persistante du carburant continue de causer des dommages au peuple burundais. En effet, au moment où les stations d'essence tarissent, ce produit est abondant sur les marchés noirs se trouvant partout dans le pays sous le silence complice des gestionnaires de l'Etat. Certains de ces derniers sont visiblement impliqués dans ce commerce illicite qui touche également d'autres produits stratégiques comme le ciment BUCECO et les produits BRARUDI. La crise de carburant entraîne avec elle des conséquences fâcheuses sur les coûts de transport des biens et des personnes, et sur ceux des produits sur les marchés.

**En province Bururi** par exemple, le coût de transport sur tous les tronçons a doublé. Celui de Bururi- Rumonge est passé de 5 000FBu à 10 000FBu. Celui de Matana- Bururi a aussi augmenté dans ces proportions. Les conducteurs de véhicules et leurs clients déplorent la pénurie du carburant de type essence dans toutes les stations-service. En date du 28 décembre 2022, aucune des trois stations-service du chef- lieu de la province ne disposait de l'essence. Les véhicules étaient garés devant ces stations- service depuis le début de la semaine sans espoir d'en trouver.

La situation était la même partout dans le pays. De la province Muramvya à Bujumbura Mairie, le ticket qui était de 5 000FBu était passé à 12.000FBu. De la même province Muramvya à Gitega, le coût de transport public était passé de 4 000FBu à 10 000FBu par personne. Au marché noir, ce produit s'achète à 11 000FBu le litre à Muramvya et à Bururi.

**En Mairie de Bujumbura**, sur le boulevard du peuple Murundi, des chaînes de véhicules étaient observables sur la station INTERPETROL située tout près de l'église pentecôte de Ntakangwa, en date du 28 décembre 2022. La chaîne de véhicules s'allongeait jusqu'à l'hôtel Albatros et en haut de l'église pentecôte de Ntakangwa. Des chaînes de véhicules étaient également visibles sur la station INTERPETROL située tout près de l'église Bon Berger en zone urbaine de Ngagara. Des propriétaires de véhicules contactés venaient de passer deux jours sur la station.

La crise de carburant perdure au moment où le Président de la République, Evariste Ndayishimiye, affirme avoir pris en main l'affaire, après avoir constaté, disait-il, qu'il y a des investisseurs dans ce secteur qui traînent les pieds et qui manifestent de mauvaises intentions pour nuire à l'économie nationale.

Ainsi, il a confié cette affaire à la REGIDESO et à son épouse, Angélique Ndayishimiye, qui se serait impliquée dans ce commerce via la société dénommée « Prestige ». Ces deux sociétés auraient loué des entrepôts pétroliers en République Unie de Tanzanie. Evariste Ndayishimiye a même interpellé des investisseurs pétroliers à se rendre dans ce pays pour approvisionner le Burundi.

La gestion obscure du secteur carburant embarrasse, non seulement les investisseurs, mais aussi plusieurs catégories de citoyens burundais qui ne comprennent pas ce qui se passe réellement et qui se posent plusieurs questions. Comment la REGIDESO est-elle entrée dans ce secteur alors qu'elle ne parvient même pas à répondre valablement à ses missions premières ? Comment paie-t-elle les taxes et impôts ? Comment collabore-t-elle avec la société privée « Prestige » de la Première Dame ? Autant de questions qui sont sans réponses et qui exigent au chef de l'Etat la transparence dans la gestion de l'Etat.

## II. FLAMBEE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE BASE ET SPECULATIONS AUTOUR DES PRODUITS BRARUDI

La crise de carburant et les spéculations autour de la vente des produits BRARUDI aggravent la flambée des prix des produits alimentaires sur les marchés qui sont déjà frappés par la faible production et le manque de concurrence dans le pays.



*Photo des produits alimentaires. ©Photo Burundi Eco*

Au marché central de **la province Mwaro**, les prix des denrées agricoles ne cessent d'augmenter. A titre d'exemple, le kg de pomme de terre est passé de 700FBu à 1 200FBu en l'espace d'un mois. Au cours de la même période, un kilogramme de grains de maïs est passé de 2000FBu à 2200FBu. Un grand régime de banane qui coûtait entre 12 000 et 15 000FBu il y a 2 mois, coûte aujourd'hui entre 25000 et 30000FBu.

Le riz de dernière qualité coûte 3 800FBu le kg. Un kilogramme de haricot de dernière qualité qui coûtait 1 800FBu, il y a un mois coûte aujourd'hui 2100FBu. Quant à la farine de maïs, un kilogramme est passé de 2 400 à 2 600FBu.

**En province Rumonge**, le haricot s'achète entre 2 100 et 2 500FBu le kg, un prix qui n'avait jamais été observé, selon les consommateurs. Le prix de la viande n'a pas changé, un kg de steck était vendu à 10 000FBu. La viande osseuse s'achetait à 9 000FBu. L'huile de palme a connu aussi une augmentation de 1 000FBu. Un bidon de 5 litres qui s'achetait à 21 000FBu une semaine avant Noël, avait grimpé à 22 000FBu.

Les prix des produits BRARUDI sont très élevés par rapport aux prix officiels. Dans les bistrot du centre urbain de Rumonge, le prix d'une bouteille d'AMSTEL 65 cl variait entre 2 800 et 3 000FBu, alors que le prix officiel est de 2 500FBu. Celui de la PRIMUS 72 cl variait entre 1 800 et 2 000FBu alors qu'il est fixé officiellement à 1700FBu.

**En province Bubanza**, depuis la 2<sup>ème</sup> quinzaine de ce mois de décembre, les prix des produits de première nécessité ont sensiblement augmenté. Le haricot qui était à 1300FBu le kilogramme coûtait 2800FBu sur tous les marchés. Le riz était passé à 3800FBu le kilogramme. Le kg de farine de manioc qui coûtait 1500FBu en novembre dernier coûte actuellement 2000FBu.

Dans **les provinces du nord du pays**, c'est la déception totale. Les produits BRARUDI étaient introuvables durant cette période. A part les produits « Nyongera » et « royal » qui se voient presque partout dans les villes, d'autres produits comme l'AMSTEL blonde, la petite AMSTEL, la PRIMUS et les limonades se voient rarement, ou c'est la pénurie totale de l'une ou l'autre.

A côté de cette pénurie des produits BRARUDI, cette année se caractérise par la flambée des prix d'autres produits alimentaires sur le marché. L'année passée, au 31 décembre, le kilogramme de riz dans ces provinces du nord était entre 1600 et 1800FBu. Le riz de la Tanzanie s'achetait à 2400FBu. Aujourd'hui, le riz produit localement s'achète entre 3200 et 3400FBu le kg, tandis que celui de la Tanzanie s'achète à 4000FBu le kilogramme. Un kilogramme de viande qui s'achetait à 10.000FBu s'achète actuellement à 12000FBu. Un régime de banane qui s'achetait

entre 6000 et 7000FBu coûte aujourd’hui entre 10.000 et 12000FBu. Le kilogramme de pomme de terre qui coûtait 700FBu s'achète actuellement entre 1000 et 1200FBu.

« *C'est douloureux et révoltant de voir les cortèges des hautes autorités du pays sillonner toutes les provinces dans les croisades organisées par le Président, alors que la population crève de faim* », nous a confié un habitant de Kirundo qui avait assisté à la croisade présidentielle qui venait de passer une semaine dans cette province.

**En province Cankuzo**, à la veille de la célébration du nouvel an 2023, les prix des vivres ont sensiblement augmenté. Il s'agit du riz, du haricot, de la farine de manioc et de maïs, de l’huile de palme, du manioc, de la patate douce et de la banane. A titre illustratif, pour la première fois dans l'histoire, un kilogramme de riz de dernière qualité coûtait entre 3600 et 4000FBu, un kilogramme de haricots dit « Kinure » coûtait entre 3200FBu et 3500FBu. Un sexagénaire contacté en train d'acheter du riz pour la fête de nouvel an disait que depuis sa naissance, il n'avait jamais vu les prix monter de la sorte.

### **III. DES CONTRIBUTIONS FORCES RECURRENTES QUI CACHENT MAL LES VICES DE CORRUPTION ET DE DETOURNEMENT DES FONDS PUBLICS**

#### **III.1. Des contributions forcées pour la construction du stade « Intwari », en Mairie de Bujumbura**

Sous l’influence et la pression du chef de l’Etat Evariste Ndayishimiye et de Révérien Ndikuriyo, Secrétaire Général du parti au pouvoir, et profitant des travaux communautaires, des contributions pour la construction du stade moderne « Intwari » ont afflué de partout. Des personnalités étatiques et/ou privées ont accepté spontanément d’énormes sommes d’argent. Ainsi, le Ministre de l’Intérieur, de la Sécurité Publique et du Développement communautaire a donné 500 millions de francs burundais. Tous les ministères collecteront au moins 100 millions, la société INTERPETROL 200 millions, la société Prestige de la Première dame 250 millions, la société de communication Viettel 200 millions,...

En tout, plus de deux milliards de francs burundais et plus de 15 milles sacs de ciment ont été collectés à cette occasion de travaux communautaires organisé le 22 décembre 2022.

Certaines personnes déclarent être contraintes de donner ces contributions pour mériter les grâces des autorités au sommet de l'Etat. Elles sont conscientes que cette façon de faire est un détournement de fonds et une corruption pure et simple.

*« Ce n'est pas normal que des représentants des sociétés publiques ou privées décident sur place de débloquer des sommes aussi énormes alors qu'ils n'ont pas consulté leurs conseils d'administration »,* déplore une personne contactée à ce sujet.

En plus, renchérit-elle, personne ne saura comment ces fonds vont être utilisés, ni le montant



*Le Président Evariste Ndayishimiye et son vice Président Prospère Bazombanza aux travaux communautaires ©Photo Présidence*

global qui sera débloqué pour achever les travaux. Qui gère tous ces fonds ? Y a-t-il eu planification du projet de construction du stade ? D'où proviendraient les fonds pour ce projet ? Y aura-t-il des audits ? Tout ce que nous savons, des contributions ont été toujours collectées par le régime et personne n'a jamais rendu compte de la gestion de ces fonds. D'énormes sommes d'argent ont été collectées pour la construction du palais présidentiel en province Gitega, mais le flou sur la gestion de ces fonds reste une triste réalité. Précisons que le Secrétaire Général du parti CNDD-FDD, Révérien Ndikuriyo est président du comité de pilotage des travaux de réhabilitation du Stade moderne « Intwari ».

### **III.2. Des jeunes Imbonerakure collectent des fonds soi-disant pour assister les vulnérables membres de leur parti CNDD-FDD**

Des autorités administratives à la base en collaboration avec des membres de la ligue des jeunes Imbonerakure ont sillonné, durant ce mois de décembre 2022, des collines entières des communes Gihanga et Mpanda en province Bubanza, collectant des contributions de la population. D'après les collecteurs, l'argent devrait servir à aider des personnes vulnérables membres du parti au pouvoir.

Sur la colline Buringa par exemple, le chef de colline en compagnie des Imbonerakure passaient de boutique en boutique, parcouraient les restaurants et les bistrotts exigeant des contributions financières entre 20000FBu et 50000FBu. Ceux qui hésitaient à donner ces montants étaient intimidés et taxés d'être des ennemis du pays qui ne respectent pas la volonté des dirigeants.

## **IV. NOUVELLE EXIGENCE DE PAIEMENT DES AVANCES POUR L'OBTENTION DES ENGRAIS CHIMIQUES FOMI**

Dans un communiqué signé le 30 décembre 2022, le Ministère de l'agriculture donne 20 jours entre le 02 et le 22 janvier 2023 aux cultivateurs pour payer les avances leur permettant de recevoir des intrants agricoles. Cette exigence n'est pas bien reçue dans le milieu des agriculteurs burundais suite à la mauvaise expérience déjà connues. Ils accusent la FOMI et le Ministère ayant l'agriculture dans ses attributions de ne pas répondre aux engagements pris, en servant à temps et en quantité suffisante, les engrais chimiques payés à l'avance.

Les agriculteurs se posent la question de savoir pourquoi cette exigence d'avances de paiement au moment où la FOMI n'a pas les capacités suffisantes de répondre à la demande qui augmente à chaque saison culturale. Un agriculteur peut faire une commande de 15 sacs et ne recevoir à temps que 5 seulement, ce qui fait qu'il travaille à perte. Celui qui a des moyens se retrouve contraint d'aller acheter à un prix exorbitant le produit chez des commerçants dont les stocks ne tarissent pas, curieusement. Ces derniers vendent un sac à 40 000FBu et plus, alors qu'ils l'ont obtenu à la FOMI à 26000FBu. Des agriculteurs regrettent d'énormes pertes enregistrées suite à cette irrégularité liée à la distribution des engrais chimiques FOMI

Des membres des coopératives de la province Cibitoke affirment que leurs productions ont lamentablement chuté suite à ce problème d'intrants chimiques FOMI qu'ils obtiennent avec retard. Ils disent avoir été informés de la nouvelle exigence de paiement en avance des engrais chimiques, mais restent convaincus que les mêmes causes vont produire les mêmes effets. Ils demandent à leur ministère et à l'entreprise FOMI d'approvisionner les intrants aux agriculteurs, juste après le paiement.

En province Cibitoke, seuls 384,4 tonnes sur une forte demande de 2 047 625 tonnes ont été distribués aux agriculteurs pendant la saison culturale C de l'été dernier.

## **V. DES CONTRADICTIONS DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'HARMONISATION DES SALAIRES AU PROFIT DES MILITAIRES ET POLICIERS**

Depuis septembre 2022, le pouvoir burundais a commencé à mettre en application la politique d'harmonisation des salaires des fonctionnaires de l'Etat. Certains de ces derniers témoignent en effet leur satisfaction par rapport à la hausse des salaires. Un enseignant de niveau licence contacté déclare que son traitement d'activité est passé de 232 000FBu à 338 000FBu soit une augmentation de 106 000FBu.

Dès l'annonce de la politique, des autorités de la République n'ont cessé de déclarer que les militaires et policiers n'étaient pas concernés par cette politique, parce que ceux-ci « jouissent d'un statut spécial » en contradiction avec les discours du chef de l'Etat Evariste Ndayishimiye.

En date du 23 décembre 2022, lors de l'échange de vœux de nouvel an avec les forces de défense et de sécurité, le Président Evariste Ndayishimiye a encore insisté pour demander que la politique salariale soit appliquée à cette catégorie de fonctionnaires de l'Etat. Pour lui, la politique salariale n'est en aucune façon discriminatoire. Tous les fonctionnaires de l'Etat y compris les membres des forces de défense et de sécurité devront en bénéficier sur base des critères communs à tous. Le mauvais traitement dont sont victimes des militaires et policiers fait que les jeunes hésitent d'intégrer ce secteur, selon le Président.

Le Président a demandé notamment que le certificat qu'obtiennent des militaires et policiers lors des séances d'entraînement soit pris en compte lors des fixations des traitements salariaux, au lieu de considérer seulement le niveau de scolarité. Il a demandé aux services techniques habilités de procéder aux calculs nécessaires.

Le Ministre des Finances et le Chef des Forces de Défense Nationale, Prime Niyongabo n'entendraient pas les choses de la même façon que le Chef de l'Etat, car ils continuent de déclarer aux policiers et militaires qu'il ne faut rien attendre de cette politique des salaires. Même les services techniques ayant dans leurs attributions la gestion des salaires ne seraient encore pas à l'œuvre.

Signalons qu'un militaire de grade de Premier Sergent, Ernest Mudiganya de la Marine militaire, est détenu au cachot du service de renseignement militaire depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier, accusé d'avoir écrit sur un groupe WhatsApp de sa promotion, que le Président n'avait rien dit sur les salaires des militaires et policiers dans son discours à la nation, à l'occasion de la célébration de l'indépendance du pays.

## **VI. SANTE PUBLIQUE : IRRUPTION DE L'EPIDEMIE DE CHOLERA EN MAIRIE DE BUJUMBURA ET EN PROVINCE CIBITOKÉ**

Vers la fin du mois de décembre 2022, au moins 15 cas ont été déclarés aux services des urgences du centre de santé de Rugombo, en province Cibitoke. Les malades provenaient tous de la colline Mparambo 1, commune Rugombo, à une dizaine de kilomètres du chef-lieu de la province. La prise en charge médicale était assurée par l'ONG Médecins Sans Frontières qui a également mis à la disposition de cette structure médicale, une ambulance pour faciliter le transport des malades.

La Croix Rouge du Burundi et la police de la protection civile procédaient à la désinfectasson de l'intérieur des maisons où habitent les malades et approvisionnaient en eau potable tous les ménages. La REGIDESO s'activait à rendre disponible l'eau potable qui manquait cruellement depuis un certain temps dans cette localité.

L'épidémie a également affecté la province sanitaire de Bujumbura-Mairie, précisément dans les zones urbaines de Mutakura et Buyenzi, où respectivement 10 cas et 1 cas ont été notifiés le 31 décembre 2022. Dans cette nuit du réveillon du nouvel an, au moins 5 cas de choléra étaient pris en charge au centre de traitement hospitalier de choléra de l'Hôpital Prince Régent Charles. Le responsable de ce centre avait indiqué qu'au moins 7 personnes hospitalisées pour le même motif étaient sorties guéries.

Le Ministère ayant la santé dans ses attributions précisait que la situation était due aux pluies diluviennes qui s'étaient abattues sur la Mairie de Bujumbura et ses environs et qui avaient fait déborder les toilettes. Des victimes insistent de leur côté sur le manque d'eau potable qui affecte ces différents foyers de propagation et accusent la REGIDESO de faillir à ses engagements.

## **VII. EDUCATION NATIONALE : DE LA MAUVAISE GESTION DE L'ECOLE A LA PROBLEMATIQUE DE PASSATION DES EXAMENS DE FIN DE TRIMESTRE**

### **VII.1. Des irrégularités observées dans la gestion de l'école en province scolaire de Muyinga.**

Des responsables scolaires sont accusés de collecter illicitement des frais que d'aucuns qualifient de pots de vin pour l'octroi des places de redoublement. Au Lycée Mukoni par exemple, le Directeur Séverin Nzikobanyanka en a exigé une somme allant de 20.000 à 30.000 FBU qu'il appelle des « frais d'achat ou de réparation des bancs- pupitres ». Pour gagner plus d'argent, il n'a pas tenu compte des effectifs exigés pour chaque classe. Il a admis des cas de redoublement dans la classe de 8<sup>ème</sup> année fondamentale qui compte actuellement plus de 100élèves.

A cet établissement sous convention pentecôte de Mukoni, à la fin de l'année scolaire passée, une trentaine d'élèves filles ont passé les examens de fin d'année étant enceintes. Les encadreuses du Lycée Mukoni avaient alerté sur cette situation, mais le Directeur avait fait sourde oreille, parce que ces filles l'avaient corrompu.

Le Directeur Séverin Nzikobanyanka est reproché par ses collaborateurs de non collaboration avec ces derniers, et cela dans tous les domaines de la vie de l'école. Plusieurs faits lui sont reprochés, entre autres, l'attribution des cours sans respect du code d'éthique et de déontologie professionnelle. Il s'est arrogé le droit d'octroyer des cours des classes terminales à son épouse, alors que celle-ci n'a pas le niveau requis pour dispenser des enseignements au post-fondamental, de surcroît en classe à examen d'Etat comme celle de Langues III. Détentrice d'un diplôme d'Institut de Pédagogie Appliquée III, cette enseignante est autorisée à se limiter au niveau fondamental. Ces cours étaient soutirés à un professeur pourtant très doué avec une expérience de 24 ans dans l'enseignement.

Après une visite d'inspection par les services de l'administration scolaire communale et provinciale, le constat fait est notamment que le Directeur ne consulte jamais son Préfet des Etudes qu'il accuse de vouloir le remplacer. L'inspection a également constaté la gestion unipersonnelle de l'école, les perceptions illicites des frais scolaires, les effectifs pléthoriques des écoliers et élèves, la communication déficitaire, les problèmes sociaux montés par le même Directeur et une gestion calamiteuse de l'institution scolaire dont Nzikobanyanka Séverin a la charge. Au cours de la période de passation des examens de fin du premier trimestre de cette année, des élèves ont été injustement chassés de l'école, se voyant privés de parachever leurs examens.

La Direction Provinciale de l'Enseignement de Muyinga est accusée, de son côté d'avoir détourné des cahiers que l'UNICEF avait promis à tous les écoliers. Dans toutes les écoles du centre urbain de Muyinga, ces cahiers ont été octroyés aux écoliers tardivement. A l'ECOFO Taba par exemple, alors que la Direction scolaire avait promis 10 cahiers par élève, certains écoliers ont obtenu seulement 4 cahiers, tandis que d'autres n'en ont eu que 6.

## **VII.2. Des enseignants grognent contre le système de passation d'examens en réseaux**

Des enseignants grognent contre le système de passation des examens en réseaux, instauré dans les classes du niveau fondamental, il y a quelques années au Burundi.

Dans ce système, les enseignants interchangent d'établissements pour la surveillance des examens. Certains sont obligés de parcourir plusieurs kilomètres pour pouvoir arriver à leurs postes de travail, alors que l'Etat ne prévoit rien pour en faciliter l'accès. Il y en a qui parcourent un trajet de plus de deux heures, s'ils ne disposent pas de moyens personnels pour se déplacer. La pénurie de carburant aggrave la situation, car les frais de déplacement augmentent.

A titre d'illustration, en province Mwaro, commune Rusaka, des enseignants de l'Ecole Fondamentale Nyarucamo paient plus de 20 000FBu aller- retour pour se rendre à l'ECOFO Nyamugari dans la même commune.

L'autorité scolaire qui a décidé ce système estime que les élèves ne peuvent pas tricher étant donné qu'ils font face à des surveillants auxquels ils ne sont pas habitués. Elle ne fait pas confiance à la déontologie professionnelle à laquelle sont liés tous les enseignants, soupçonnant les enseignants d'être tentés d'entrer en complicité avec leurs élèves pour occuper de bonnes places dans le classement des écoles. Pourtant, ces derniers usent toujours de cette déontologie lors des travaux journaliers surveillés par les titulaires de chaque cours.

## VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Malgré les discours politiques qui promettent de construire « un pays prospère » dans lequel chaque burundais a de l'argent en poches et quelque chose à mettre sous la dent, la population vit dans la misère et la pauvreté qui la guettent du jour au lendemain. Sans se soucier de cette situation et sans chercher à changer le mode de gouvernance, les autorités du régime en place continuent de jubiler lors des croisades de prières exprimant leurs remerciements à Dieu qui leur a donné un « pays de lait et de miel ». Elles ne cessent de montrer à la face du monde que tout va bien dans le meilleur des mondes et que le pays est à « une vitesse de développement intéressante » (« Umuvuduko w'iterambere »).

Pourtant, le citoyen burundais vit sous le choc notamment des crises persistantes de carburant, des spéculations de toutes sortes, des flambées de prix incessantes et des contributions financières forcées que ne cessent de réclamer les autorités du pays à tous les niveaux. Les injustices sociales battent leur plein. La vulnérabilité s'accroît dans les communautés. Les gens vivent des carences inquiétantes d'eau potable à l'origine des épidémies de choléra et d'autres maladies des mains sales.

Compte tenu de tout ce qui précède, le FORSC émet les recommandations suivantes :

### **Au Gouvernement du Burundi :**

- De mettre un terme aux spéculations et aux crises persistantes de carburant qui ont des conséquences graves sur les coûts de transport de biens et de personnes indispensables à la vie de la population ;
- De procéder urgemment aux contrôles rigoureux des prix des denrées alimentaires et des produits stratégiques sur les marchés ;
- De mettre fin aux demandes récurrentes de contributions forcées qui encouragent les corruptions et les détournements des fonds publics ;
- De suspendre sans délais les exigences de paiement des avances dans la vente des intrants agricoles FOMI pour permettre une transaction normale de ce produit ;
- D'appliquer la politique d'harmonisation des salaires sans discrimination ;
- De s'investir pour que tous les Burundais sans exception aient accès à l'eau potable ;
- De mobiliser les moyens nécessaires pour assainir la gestion et la qualité de l'école.